

*Les subsides*

Ce qui m'intéresse maintenant, étant donné que c'est son parti qui a entamé le débat, c'est d'entendre ses recommandations. Étant au fait des affaires de ce ministère, il me semble qu'en réalité nous sommes aux prises avec un problème très sérieux. Nous avons affaire à des groupes d'utilisateurs dont les buts sont incompatibles. Nous avons reconnu la nécessité de réduire une ressource à la disposition de ces groupes d'utilisateurs aux buts incompatibles. Tous disent qu'il n'y a qu'à brandir une baguette magique pour augmenter la quantité de poisson, ou établir un comité consultatif qui nous fournirait des solutions, et le tour serait joué.

Je reconnais que ma question est très épineuse. Il est difficile d'y répondre. Une foule de pêcheurs viendront à Ottawa lundi. J'ai lu dans les journaux que les pêcheurs sportifs ont mis sur pied leur propre groupe de pression qui viendra à Ottawa, de la Colombie-Britannique dans les prochaines semaines peut-être. Il ne suffit pas de dire que nous imposeront des restrictions à tous. En fait, la pêche commerciale effectuée 90 p. 100 des prises et la pêche sportive de 4 à 5 p. 100.

Je demande au député comment nous pouvons imposer des restrictions aux groupes d'utilisateurs pour arriver à préserver les stocks de saumons et en quoi ces restrictions devraient consister. C'est la question que je vous pose, car je connais votre vif intérêt au sujet.

**M. le vice-président:** A l'ordre. Les questions doivent toujours être adressées à la présidence.

**M. Fraser:** Monsieur le Président, le rapport Pearce a été présenté à l'automne 1982. Le comité consultatif du ministre a travaillé de concert avec le ministre pendant un an. Des recommandations ont été faites. Autant que nous sachions, ces recommandations n'ont eu aucune suite. Il ne faut pas l'oublier.

Quant à la question précise, le document de travail du 5 janvier que nous avons sous les yeux précise que les prises de Chinook déclinent rapidement, qu'elles seraient menacées et qu'il faudrait les réduire de 30 p. 100, diminuer ces prises de Coho de 25 p. 100 et les prises de Sockeye de 18 p. 100. Et je pourrais continuer. Il faut effectuer ces réductions. De plus, il faut réduire la flottille de pêche. L'hiver est arrivé, le pire hiver depuis la dépression, et le ministère et le ministre n'ont rien fait pour instituer un programme de rachat de façon à réduire la flottille.

Je répondrai carrément ceci à la question de mon ami. Vous effectuez ces compressions et vous vous assurez que tous les groupes intéressés comprennent bien pourquoi vous le faites, auquel cas ils les accepteront. Il faut également mettre sur pied d'autres programmes susceptibles de leur donner un peu d'espoir à l'avenir, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. On se contente de parler de réductions et de réduire la flottille. Aucune stratégie n'a été élaborée en vue d'assainir les eaux, de créer un nouvel habitat, aucune stratégie qui permette de dire aux intéressés que d'ici quelques années, s'ils acceptent de subir les conséquences des restrictions que nous leur imposons aujourd'hui, la pêche s'en trouvera nettement améliorée.

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, j'espère sincèrement que les Canadiens, après avoir entendu cet échange de vues entre le secrétaire parlementaire et le porte-parole de l'opposition officielle, comprendront dans quelle mesure ce parti est à court d'idées, de programmes et de questions intelligentes. Il nous a prouvé encore une fois que la seule qualité que puisse engendrer le nouveau chef de l'opposition (M. Mulroney) au sein de son parti, c'est le plus vil opportunisme politique. Aucune politique proprement dite, mais un simple opportunisme politique. Je vais leur donner une autre occasion de faire des déclarations qui en valent la peine au lieu de lancer de belles paroles vides de sens. S'ils souhaitent sincèrement intervenir, j'écouterai honnêtement leurs opinions concernant de vrais problèmes. Il leur suffit de les énoncer clairement et carrément.

Lorsque je dis que j'espère sincèrement que les Canadiens suivent de près ces délibérations, c'est pour qu'ils puissent constater l'énorme différence qui existe entre le parti d'en face et un gouvernement qui écoute les gens qu'il sert et qui a donc hésité à renoncer aux consultations, un gouvernement qui a adopté une attitude sincère à l'égard des pêches du Pacifique, comme le prouve le discours du trône, où le cabinet déclare sans équivoque que d'importantes initiatives seront prises au cours de cette session à l'égard des pêcheries du Pacifique.

● (1430)

Nos vis-à-vis sont si avides de pouvoir, mais tellement à court d'idées et si mal informés des questions de l'heure, que tout ce qu'ils cherchent à faire c'est à nous impressionner. Dans son intervention, le député de Vancouver-Sud (M. Fraser) ne nous a absolument rien dit sur les propositions des conservateurs, ce qui a poussé les néo-démocrates et les députés ministériels à leur poser des questions. Nous avons pressé les conservateurs de nous donner une idée de leurs orientations. Vous l'avez vu, monsieur le Président, ils sont trop lâches et trop opportunistes pour nous présenter des solutions sensées à des problèmes ardues.

Permettez-moi de révéler au grand jour l'objet fallacieux de ce débat. Depuis plus d'un an, je consulte les représentants des divers secteurs de la pêche du Pacifique. Pendant ce temps, nos vis-à-vis, et en particulier les conservateurs, ne se sont pratiquement pas préoccupés de cette question. En fait, même si ma porte a toujours été ouverte, un seul conservateur, et encore est-ce tout récemment, est venu m'entretenir de cette question. Cependant, on sait maintenant que les représentants des pêcheurs du Pacifique viendront en grand nombre, la semaine prochaine, à Ottawa, pour faire connaître leur point de vue et faire sentir leur présence aux députés qu'ils sont incapables de consulter en Colombie-Britannique. Il est vraiment regrettable que les représentants d'un secteur qui éprouve de très sérieuses difficultés, doivent se rendre à Ottawa pour se faire entendre de leurs députés. C'est pourtant le cas.